L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. No 72, Rue de Chartres Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 28 AVRIL 1862.

J. F. WEISSE H. DUFOUR F. LIBERT G. HARRY Editeurs-Propriétaires

Deuxième Edition.

LUNDI MATIN, 28 AVRIL.

La situation.

Nous publions dans une autre partie du journal un compte-rendu détaillé des négociations qui ont eu lieu entre le commodore fédéral Farragut et les autorités municipales. Le résultat, en deux mots, est que la ville de la Nouvelle-Orléans n'est ni rendue ni prise, bien qu'elle soit virtuellement au pouvoir de la flotte fédérale. Farragut a refusé de faire une rentrée dans la ville et jusqu'à présent le commodore n'a point reçu avis d'un prochain pouvoir d'une autorité fonctionnelle. Nous n'avons pas besoin de faire de commentaires sur le message et la lettre du maire et sur les résolutions du conseil de ville. Ces divers documents sont suffisamment éloquents. Ils constatent des faits et prédisent les événements ultérieurs d'une manière désastreuse. L'attitude fédéral à l'assurance que la ville a été évacuée par les troupes confédérées et qu'aucun corps militaire ne restera en la défendre. Il n'y donc aucun prétexte pour employer ces moyens contre les maisons particulières et contre des édifices publics qu'il peut faire occuper quand cela lui conviendra. S'il n'a pas de troupes de débarquement pour occuper tous les édifices publics, ce n'est pas l'affaire des autorités de la ville ni celle des habitants de faire la garnison des soldats fédéraux. On verra donc avec quelle grâce nous serons traités et les Fédéraux, maîtres de notre cœur, nous offriront à un prix les marchandises de Cincinnati, de Louisville et de St Louis? Quelle sera vraisemblance les refuser ceux qui ont fait une partie importante des habitants de Nouvelle-Orléans? Nous ne voudrions pas croire qu'un tel but puisse exister dans les intentions du commandant fédéral.

Il semble d'une importance extrême, dans l'intérêt de l'ordre public, de pourvoir les magasins et d'imprimer au nouveau mouvement des affaires du commerce, dans qu'elles ne puissent plus avoir lieu que sous l'autorité contractuelle. Le fermeture des magasins, suivant la fermeture des boutiques, est un sujet d'effroi pour la population, de même que son ouverture sans ordre et tout commerce pourrait devenir un sujet de trouble.

Il ne peut échapper à la sagacité d'un fédéral quelconque que les détenteurs d'articles de première nécessité attendent les nouveaux ordres pour garder et refuser de les céder à la consommation? Mais le blocus confédéré est quelque une valeur réelle et on est la preuve d'où qu'aujourd'hui nous sommes en qu'elle est pour ainsi dire sans ressources. Le commerce de notre ville, par suite de la blocus confédéré, est complètement paralysé. Il n'y